

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 18/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FREDON

356 rue des Perrats
Les Barrières - La Brousse d'Agris
16110 Agris

Références : 2025_1134_UbD16-86_Env

Code AIOT : 0100040500

Pièce jointe : projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/08/2025 dans l'établissement FREDON implanté 356 rue des Perrats Les Barrières - La Brousse d'Agris 16110 Agris. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une co-saisine avec la gendarmerie nationale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes

- FREDON
- 356 rue des Perrats Les Barrières - La Brousse d'Agris 16110 Agris
- Code AIOT : 0100040500
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site accueille de nombreux véhicules hors d'usage (VHU) et divers autres déchets, dangereux ou

non. Les activités menées sur le site, qui relèvent de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) (notamment au travers des rubriques 2712, 2713, 2718), ne sont pas encadrées par des autorisations environnementales.

Contexte de l'inspection :

Signalement de stockages illégaux de déchets divers

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement, articles L. 512-7 et R. 511-9	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	9 mois
2	Prévention des accidents et des pollutions	Code de l'environnement, articles L. 541-1, L. 541-2 et L. 541-3	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	4 mois, 6 mois et 12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection, dans le cadre d'une co-saisine avec la gendarmerie nationale, révèle des activités liées à des véhicules hors d'usage et à des déchets, dangereux (e.g., batteries, stockage d'huiles usagées) et non dangereux, notamment métalliques (moteurs, pièces détachées...). Le démontage de ces véhicules hors d'usage est destiné au recyclage des pièces prélevées.

L'exploitant ne possède pas les autorisations environnementales pour mener ces activités au titre, en particulier, des rubriques 2712 (régime de l'enregistrement), 2713 (régime de l'enregistrement) et 2718 (régime de l'autorisation) de la nomenclature des installations classées. Il s'agit donc d'une installation illégale.

L'exploitant indique à l'inspection ne plus accepter de véhicules hors d'usage (qui sont majoritairement des motoculteurs, tracteurs tondeuses hors d'usage, engins agricoles...) ou d'autres matériels sur son site. Il précise qu'il souhaite évacuer ces véhicules et déchets.

Dans ce contexte, l'inspection propose au préfet un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) de l'exploitant de régulariser sa situation administrative, d'une part, par l'évacuation des véhicules hors d'usage et des divers déchets présents sur le site dans des filières adaptées et, d'autre part, par la cessation de l'activité de site, conformément à l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement et selon les dispositions prévues par ce même code.

Le projet d'arrêté de mise en demeure est adressé à l'exploitant pour qu'il puisse formuler ses remarques dans le cadre de la procédure contradictoire.

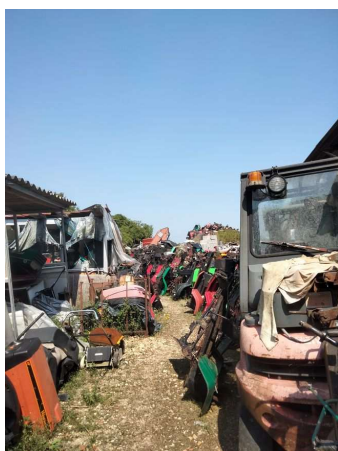
Enfin, la situation constatée lors de l'inspection constitue des délits répréhensibles pénalement (défaut d'autorisation préfectorale). Comme le contrôle a été réalisé dans le cadre d'une co-saisine avec la gendarmerie, les sanctions pénales seront établies par celle-ci.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement, articles L. 512-7 et R. 511-9
Thème(s) : Situation administrative
Prescription contrôlée <i>Code de l'environnement, article L. 512-7</i> I.- Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées. [...] <i>Code de l'environnement, article R. 511-9</i> La colonne "A" de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. [...] 2712. Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ²Enregistrement 2713. Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : [...] 1. Supérieure ou égale à 1 000 m ²Enregistrement 2718. Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges..Autorisation
Constats 1) Lors de l'inspection, il a été constaté (cf. photographies ci-dessous) la présence sur le site <ul style="list-style-type: none">de nombreux véhicules hors d'usage (VHU) tels que du petit matériel de motoculture (tondeuses, tondeuses auto-portées, par exemple) et des motoculteurs démontés pouvant être empilés sur plusieurs mètres de haut, mais également des bulldozer, moissonneuse batteuse, chariot-élévateur, engin agricole et tracto-pelle. La surface occupée par ces VHU excède largement 100 m². Il s'agit donc d'une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE), dont l'activité relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2712 de la nomenclature des ICPEde déchets d'alliages métalliques non dangereux (e.g., pièces détachées, moteurs). Ces déchets, répartis sur une surface estimée à plus de 1000 m², conduisent à une activité qui relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2713 de la nomenclature des ICPE

- de déchets dangereux, en particulier batteries et stockages d'huiles usagées. La quantité de batteries observées et des autres déchets dangereux est estimée à plus d'une tonne, ce qui conduit à une activité qui relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2718 de la nomenclature des ICPE
- de divers autres déchets tels que plastiques, pneus, bois présents sous les seuils des rubriques 2714 et 2716.







(sur cette dernière photo, à droite, derrière le grillage, apparaît l'un des VHU de monsieur Fredon hors de son emprise ; voir item suivant)

2) Il a également été constaté la présence de trois autres véhicules hors d'usage parqués dans un champ situé en face, mais en-dehors, du site de monsieur Fredon (voir photographie ci-dessous).



<p>3) L'exploitant ne possède pas les autorisations environnementales pour mener des activités au titre des rubriques 2712 (enregistrement), 2713 (enregistrement) et 2718 (autorisation) de la nomenclature des ICPE. Il s'agit donc d'installations exploitées illégalement, sans autorisations préfectorales pour encadrer leur fonctionnement.</p> <p>4) L'exploitant a indiqué à l'inspection ne plus accepter de nouveaux VHU et autres matériels ou matériaux et vouloir se séparer de ceux qu'il stocke sur son site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</p> <p>1) Il est demandé à l'exploitant de régulariser sa situation administrative par</p> <ul style="list-style-type: none"> la cessation immédiate de la réception sur son emprise de nouveaux matériels, comme il s'y est engagé l'évacuation, sous neuf mois, des VHU et déchets dangereux et non dangereux présents à la fois sur son emprise et sur le champ voisin de celle-ci. <p>2) Il est demandé à l'exploitant de justifier périodiquement des actions engagées et de leur avancement par la transmission bimestrielle</p> <ul style="list-style-type: none"> de photographies du site illustrant l'évacuation des VHU et des déchets divers présents sur site des bordereaux de suivi de déchets dangereux et autres justificatifs qui attestent de l'enlèvement et du traitement de ces VHU et déchets par des entreprises et filières adaptées. <p>3) Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD), incluant la suspension d'activité par l'arrêt d'apport de nouveaux matériels, matériaux et déchets, est proposé à monsieur le préfet pour encadrer la régularisation de la situation administrative de l'exploitation. L'exploitant est invité à formuler ses éventuelles remarques sous 15 jours dans le cadre de la procédure contradictoire.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 9 mois</p>

N° 2 : Prévention des accidents et des pollutions

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L. 541-1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets</p>
<p>Prescriptions contrôlées</p> <p><i>Code de l'environnement, article L. 541-1</i></p> <p>[...] II. - Les dispositions du présent chapitre et de l'article L. 125-1 ont pour objet :</p> <p>[...] 3° D'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier [...]</p>

Code de l'environnement, article L. 541-2

Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.

Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.

Code de l'environnement, article L. 541-3

I.- Lorsque des déchets sont abandonnés, déposés ou gérés contrairement aux prescriptions du présent chapitre et des règlements pris pour leur application, à l'exception des prescriptions prévues au I de l'article L. 541-21-2-3 et de celles prévues à la section 4 du présent chapitre, l'autorité titulaire du pouvoir de police compétente avise le producteur ou détenteur de déchets des faits qui lui sont reprochés ainsi que des sanctions qu'il encourt et, après l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations, écrites ou orales, dans un délai de dix jours, le cas échéant assisté par un conseil ou représenté par un mandataire de son choix, peut lui ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et le mettre en demeure d'effectuer les opérations nécessaires au respect de cette réglementation dans un délai déterminé. [...]

Constats

Lors de l'inspection, il a été constaté que les batteries mentionnées au point de contrôle n° 1 étaient stockées à l'abri et sur un sol imperméable.

En revanche, des moteurs de véhicules, avec le carter ouvert pour une partie d'entre-eux, ainsi que des stockages d'huiles usagées, étaient entreposés sur un sol non perméable, de même que des déchets de plastiques et des pneus ou encore les trois véhicules hors d'usage parkés dans un champ situé en face, mais en-dehors, du site de monsieur Fredon (cf. point de contrôle n° 1).

Enfin, il a été relevé une fuite d'huile provenant d'un bâtiment fermé du site (ancien local de transformation électrique). Cette huile se répand sur un sol non perméable alors qu'un puits est présent à quelques mètres.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat

1) Il est demandé à l'exploitant, **sous quatre mois**, d'évaluer l'impact sur l'environnement de la zone de stockage de VHU et déchets située sur son emprise et sur le champ voisin proche de celle-ci. Pour cela, l'exploitant

- réalise des investigations environnementales par des prélèvements, au droit de la zone, dans le sol, le sous-sol et les eaux souterraines, et éventuellement les gaz du sol, dans le but de caractériser les pollutions. L'exploitant justifie l'adéquation du protocole de prélèvement mis en œuvre compte tenu de la situation de son site (nombre et distribution des points de prélèvements, matrices concernées, etc.)
- analyse les pollutions provenant des déchets eux-mêmes et des substances chimiques issues des produits de décomposition de ces déchets.

2) Il est demandé à l'exploitant, **sous six mois**, de définir et proposer à l'inspection, à partir de l'évaluation de l'impact sur l'environnement de sa zone de stockage de VHU et déchets, un plan

d'actions intégrant les mesures de gestion envisagées avec un échéancier associé pour le traitement des pollutions identifiées et la réhabilitation du site.

3) Il est demandé à l'exploitant, à partir de l'ensemble des actions décrites ci-dessus, **sous douze mois**, de **cesser son activité** conformément à l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement et selon les dispositions prévues par ce même code. Cette cessation d'activité sera actée par la transmission des attestations de conformité prévues par l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement.

Nota. Une plaquette didactique sur le processus à mettre en œuvre pour la cessation d'activité des ICPE est disponible à l'adresse https://ssp-infoterre.brgm.fr/sites/default/files/documents/2022-11/2022-12-Plaquette_cessation_activite_WEB.pdf

La liste des entreprises par type d'attestation est tenue à jour sur le site du Laboratoire national de métrologie et d'essais, <https://www.lne.fr/fr/service/certification/certification-reglementaire-sites-sols-pollues> (sites consultés le 18/09/2025)

Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, incluant la suspension d'activité par l'arrêt d'apport de tout déchet et de matériau, est proposé à monsieur le préfet pour encadrer la régularisation de la cessation d'activité de l'exploitation. L'exploitant est invité à formuler ses éventuelles remarques sous 15 jours dans le cadre de la procédure contradictoire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4, 6 et 12 mois